Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 22 (2015)

Heft: 3: Scandale! = Skandal!

Vorwort: Editorial : figures et acteurs du scandale en Suisse, 16e-20e siècles = Editorial : Figuren und Akteure des Skandals in der Schweiz, 16.-20. Jahrhundert

Autor: Mazbouri, Malik / Asmussen, Tina / Nellen, Stefan

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Editorial

Figures et acteurs du scandale en Suisse, 16e–20e siècles

En 1954 paraissait dans les *Annales* un court article pionnier intitulé «Thèmes pour l'étude du scandale».[1] Son auteur, Eric de Dampierre (1928–1988), un jeune ethnologue et sociologue, éditeur de Max Weber en France, s'autorisait d'une citation du *Don Juan* de Lord Byron («Dead scandals form good subjects for dissection») pour appeler ses collègues à s'aviser du fait que le «scandale est un phénomène social et qu'il est [donc] digne d'être étudié».[2]

A cet appel s'associaient une série de réflexions théoriques sur les causes, les formes et les effets du scandale. Quant aux causes, ou plutôt quant aux conditions de possibilités de l'émergence d'un scandale, trois éléments devaient, selon Dampierre, se trouver réunis. Il faut tout d'abord un événement donné comme scandaleux, qu'il soit avéré ou imaginaire: en effet, une information erronée ou une responsabilité mal évaluée peut être à l'origine de la dénonciation. Il faut ensuite que cet événement heurte certaines valeurs, morales au sens strict, sociales dans un sens plus large. Enfin cet événement, tenu pour vrai et heurtant certaines valeurs, doit trouver un public: si le potin se réduit à des relations interpersonnelles, le scandale se déploie pour sa part sur un spectre beaucoup plus large via certains individus – les *whistleblowers* par exemple – et/ou la caisse de résonance médiatique. Quant aux formes revêtues par le scandale, elles seraient fonction à la fois des valeurs mises en jeu (religieuses, éthiques, politiques), des moyens par lequel l'événement jugé scandaleux trouverait son public (surface des relations sociales, technologie des communications) et des caractéristiques propres aux sociétés concernées (poids de la tradition, type de société et de régime politique).

Quant aux effets du scandale, Dampierre en mentionnait également trois. En tant que *test,* le scandale mettrait à l'épreuve les valeurs qu'il est supposé saper. Dès lors, soit celles-ci sortent écornées voire ruinées de cette mise à l'épreuve: c'est l'action *dissolvante* du scandale; soit, au contraire, elles s'en trouvent confirmées voire consolidées, le scandale agissant dans ce cas comme une force *conservatoire* de l'ordre social, comme une preuve, au final, que les valeurs qui régissent telle communauté ou société sont encore pérennes. A ces deux ordres d'effets, s'en ajoute, toujours selon Dampierre, un troisième; par le *malaise* social qu'il

suscite le scandale aurait la faculté de créer son public, schématiquement divisé en deux camps: «[C]eux qui cherchent à rétablir la bonne conscience et l'euphorie disparue, et ceux qui cherchent à ruiner cette bonne conscience pour en créer une nouvelle. Les premiers ‹étouffent› le scandale, les seconds l'‹exploitent›. Le scandale est souvent l'apéritif de la révolution.»[3]

On reconnaîtra là l'annonce de quelques-uns des thèmes, classiques et moins classiques, que les travaux plus contemporains sur le scandale travailleront par la suite: le problème des valeurs et des normes; celui de l'indignation (sincère, jouée ou instrumentalisée) que la transgression (avérée ou non) de ces valeurs est supposée provoquer; la question des possibilités, selon le régime social et politique du moment, de publiciser des faits jugés scandaleux; celle des conditions techniques de leur médiatisation; les mobilisations auxquelles ces événements donnent lieu ou non; les coups joués dans ce cadre en fonction des parties en présence, de leurs horizons d'attente, de leurs perceptions des possibles et de l'évolution de la situation.

Un véritable programme de travail donc, dont on ne sait comment il fut accueilli par les lecteurs des *Annales* de l'époque, mais dont il faut cependant reconnaître qu'il ne trouva guère preneur auprès de la recherche française des années 1950–1980. Outre-Rhin, la situation n'est alors pas très différente à en croire un auteur comme Johannes Gross qui s'étonnait en 1965 «que le scandale en soi, en tant que concept et que processus spécifique, n'ait pas retenu l'intérêt ni suscité d'étude».[4] Même observation à la fin des années 1980, chez Andrei S. Markovits et Mark Silverstein, déplorant en introduction d'un ouvrage consacré au scandale dans les démocraties libérales que l'étude de ce thème, tant dans les pays anglo-saxons que germanophones et francophones, en soit encore au stade «embryonnaire».[5]

20 ans plus tard, la plupart des chercheurs se plaisent, en revanche, à saluer le remarquable essor des recherches sur le scandale. Ainsi, en 2009, de Hans-Edwin Friedrich, qui relève que, si le contraste entre la fréquence de scandales et la «réserve scientifique» qu'ils ont inspirée «fut longtemps un topos de la recherche», ce topos est maintenant «devenu caduc en raison de la littérature désormais disponible»[6] dans ce domaine. Et il est vrai que, depuis quelques années, cette thématique trop longtemps délaissée a suscité un nombre croissant de recherches, aussi bien en France, en Allemagne et en Italie que dans les pays anglophones.[7] Encore conviendrait-il, toutefois, de nuancer ce constat; comme le relève Hervé Rayner, «les travaux mentionnant des scandales sont légion, mais le scandale est entendu dans son acception commune, à savoir la réaction à un fait présumé scandaleux, voire le fait scandaleux».[8]

Le propos vaut également pour les travaux menés sur la Suisse, un pays dont l'histoire est loin d'être avare en «scandales» et autres «affaires». Ainsi, un

rapide sondage effectué autour de l'usage – plus ou moins informé – de ces deux termes dans le *Dictionnaire historique de la Suisse* indique-t-il près d'un millier d'occurrences, alors qu'on recense dans la *Bibliographie de l'histoire suisse* une petite douzaine d'ouvrages et d'articles qui, parus depuis 1975, ont pour objet déclaré l'étude d'un scandale. Le mot «affaire» figure, lui, il est vrai, dans une bonne centaine de titres, mais la polysémie du terme (indifféremment utilisé pour désigner un conflit diplomatique, un différend judiciaire ou une controverse publique) explique sans doute cette relative et trompeuse profusion. On ne nous en voudra pas d'avoir renoncé à décompter les titres usant du mot allemand *Fall,* dont l'ambiguïté est encore plus grande, puisque qu'il peut tout aussi bien fonctionner comme synonyme de «chute», de «cas» ou d'«affaire». Cette indétermination sémantique, qui ne se résout que selon le contexte, est hautement intéressante, sachant que la qualification des faits et les stratégies lexicales déployées par les acteurs constituent un enjeu central de notre problématique, tant il est vrai que le scandale est *aussi* «une lutte politique portant sur la définition de la situation».[9] On comprend sans peine qu'évoquer le «*Fall* Chiasso»[10] – formulation privilégiée par les dirigeants et l'historien officiel du Crédit Suisse pour désigner les fâcheux et coûteux événements survenus dans cette banque à la fin des années 1970 – n'a pas exactement les mêmes implications que de parler de «*Scandale* au Crédit Suisse» –[11] selon, par exemple, le titre de l'enquête menée sur ces mêmes événements par deux journalistes d'investigation contemporains des faits.

Comme le dit joliment Antoine Prost, l'«histoire ne cesse d'emprunter des concepts aux disciplines voisines: elle passe son temps à couver des œufs qu'elle n'a pas pondus».[12] Et force est de reconnaître que, s'agissant du scandale, la dette des historiens est immense: l'ethnologie, la sociologie, les sciences politiques, voire les sciences économiques ont, jusqu'ici, fourni l'essentiel des outils conceptuels. Quant aux études historiques parues en Suisse, leurs auteurs, à l'image du gros des études disponibles à l'étranger, sauf rares exceptions, n'affichent pas de prétentions théoriques particulières, qu'il s'agisse de produire une théorie générale du scandale, de se situer par rapport à telle perspective interprétative ou, plus simplement, de mettre à l'épreuve certains concepts. Force est, à cet égard, de reconnaître que la thématique du scandale a parfois servi de véhicule à une histoire événementielle purement narrative et peu problématisée.

Ce numéro de *traverse* a plusieurs origines, dont une série d'enseignements *bachelor* et *master* sur l'histoire et les théories du scandale initiés au sein de la section d'histoire de l'Université de Lausanne en 2011, et un colloque international organisé dans cette même Université en septembre 2014. Le but du colloque, intitulé *Figures et acteurs du scandale en Suisse, 18e–20e siècles,* visait précisément à aller un peu au-delà des études de cas particuliers qui constituent l'horizon

historiographique de la plupart des monographies disponibles dans ce domaine. Il s'agissait, en particulier, de poser quelques linéaments théoriques et – contre une certaine théorie du complot ou de l'instrumentation simple – d'aborder scandales et affaires comme des processus dynamiques ouverts, dont l'issue est toujours hautement incertaine. On se proposait, dans cette perspective, d'interroger certains topiques fondamentaux: les conditions d'émergence du scandale ou de l'affaire, l'évolution des objets mais aussi des modes d'expression de l'indignation dans la diachronie, le rôle des acteurs déclencheurs des affaires et des scandales, les conditions de la conclusion ou de l'étouffement de ceux-ci ainsi que les formes multisectorielles des mobilisations qu'ils génèrent.

Il nous a paru que cette réflexion pouvait être menée avec grand profit sur l'espace helvétique, jusqu'ici peu abordé sous un tel angle. Le scandale contribue en effet à mettre en évidence les différences de perception d'un phénomène à l'échelle locale, cantonale ou fédérale. A ce titre, il permet de s'interroger sur les prérequis nécessaires à l'éclatement d'affaires au niveau national ainsi qu'à leur survivance au sein des mémoires collectives, au point d'en venir à incarner une forme de référent pour tel ou tel public: on peut se référer à l'«affaire des colonels» (1916) ou au «scandale des fiches» (1990), lui-même produit de l'affaire Kopp et déclencheur du scandale de la P26. Sur le plan de l'histoire contemporaine, certaines spécificités du système politique suisse interviennent, qui méritent d'être analysées. Ainsi, par exemple, du relatif cloisonnement de l'espace politique dû au fédéralisme, qui a probablement freiné l'émergence de scandales de dimension nationale; ainsi, autre exemple, de l'institutionnalisation, *via* la pratique de la démocratie semi-directe (droit de référendum facultatif depuis 1874, droit d'initiative depuis 1891), des formes même de mobilisations ou encore de l'intégration, dès la fin du 19e siècle, de l'opposition politique au sein de l'exécutif suprême, qui sont autant de dispositifs tendant à vider, en Suisse, le scandale de ses effets perturbants sur l'ordre social.

Une dizaine de questions, en partie inspirée des travaux de Luc Boltanski,[13] a été proposée aux auteurs de ce numéro: 1) Quels sont les acteurs du scandale ou de l'affaire, qui en est à l'origine et quelles sont les formes de mobilisation auxquelles ils donnent lieu? Qui en sont les médiateurs? 2) Quelles sont les raisons qui amènent le déploiement du scandale ou d'une affaire à un moment bien précis et, corollairement, pourquoi certains scandales ou affaires n'éclatent-ils pas? 3) Comment se termine une affaire ou un scandale (étouffement, négociation, condamnation, désignation d'un bouc émissaire, démobilisation, et cetera)? 4) Quels sont les effets instituants du scandale en termes sociaux, politiques, juridiques ou culturels? 5) Pourquoi certaines affaires survivent-elles dans les mémoires collectives, au point de servir de référents idéal-typiques, alors que d'autres sont relativement vite oubliées? 6) Comment intégrer les jeux d'échelle

(privé/public; local, national, international) et la question du genre dans l'étude du scandale? 7) En quoi la dynamique du scandale est-elle influencée par la structure et le régime politiques d'un pays ou d'une société? 8) Quelles perspectives nouvelles l'étude du scandale ouvre-t-elle dans l'historiographie, en particulier l'historiographie suisse? 9) Comment les formes du scandale, et partant les motifs de l'indignation publique, évoluent-ils dans la diachronie? 10) Quel impact international certains scandales helvétiques ont-ils eu et, inversement, quel écho ou traitement particulier certains scandales survenus à l'étranger ont-ils reçu en Suisse même? Les contributions de la présente livraison de *traverse* reprennent une partie de ces questionnements.

En ouverture de ce numéro, Hervé Rayner, l'un des meilleurs spécialistes contemporains du scandale, nous offre une stimulante réflexion théorique. Dans la perspective de cet auteur, le scandale doit être compris et traité comme un processus dynamique et contingent; impliquant une multiplicité d'acteurs, celui-ci se nourrit moins de l'indignation qu'une violation des normes serait supposée provoquer que des mobilisations sur lesquelles la dénonciation publique de cette violation peut ou non s'appuyer. Proposant une série de concepts utiles et opératoires pour l'étude du scandale (dont ceux de *mobilisation plurisectorielle* et *d'oscillation des perceptions du possible*) Rayner, héritier de la sociologie des crises politiques de Michel Dobry,[14] offre ici un modèle général d'analyse et d'interprétation du scandale comme *forma aperta* efficace et convaincant.

Les contributions suivantes sont des études de cas. Presque toutes ont en commun de s'intéresser au phénomène du scandale en tant que révélateur des enjeux d'un contexte ou d'une période; certaines, sans nécessairement se référer de manière explicite aux diverses théories du scandale, montrent l'intérêt que ces dernières peuvent présenter pour une approche originale de l'histoire suisse, à tort supposée rétive à certaines formes de scandale.[15]

Les deux premières études du numéro, celles de Jehanne-Gabrielle Béguin et de Daniel Schläppi, traitent – pour ainsi dire – des usages politiques du scandale dans la Suisse du 16e et du 18e siècle. Dans le premier cas, à travers l'acte de destitution d'un pasteur, cousin du célèbre réformateur Guillaume Farel (1489–1565), ce sont les rapports de force et la légitimité de la Réforme dans le Comté de Neuchâtel qui sont donnés à voir. Objet de rumeurs, puis bientôt accusé d'outrages, le pasteur des Verrières fait ainsi l'objet d'une enquête diligentée par la Vénérable Classe, qui, pour des raisons d'exemplarité, conclut au bannissement de l'intéressé. Daniel Schläppi montre, quant à lui, comment le recours au scandale et à la dénonciation publique de pratiques jugées scandaleuses fonctionne comme un instrument politique permettant aux couches sociales dominées de mettre en cause à la fois les structures du pouvoir et les personnalités dirigeantes, régulièrement accusées de poursuivre des buts d'enrichissement privé et d'attenter au

bien commun à la faveur de modes de gouvernement privilégiant des pratiques arbitraires et peu transparentes.

Les quatre autres études réunies ici discutent de cas plus contemporains. Le papier de Norman Domeier porte sur la réception, dans les médias helvétiques, de la célèbre affaire Eulenburg (1906–1909). L'auteur développe la thèse selon laquelle le traitement par la presse suisse de cette affaire – outre qu'elle permettait de stimuler les ventes par la mise en scène journalistique d'un récit haletant – fut l'occasion de procéder à la fois à une critique en règle du régime monarchique en tant qu'il favoriserait la dissolution des mœurs et à une condamnation ferme de l'homosexualité, peinte comme «non suisse» et étrangère aux principes d'une société démocratique. La contribution de Manuel Klaus porte sur trois affaires emblématiques de la période de la guerre froide: l'affaire des Mirages (1964), la politique d'accueil vis-à-vis des réfugiés chiliens au lendemain du coup d'Etat d'Augusto Pinochet (septembre 1973) et la livraison par la Suisse d'une usine d'eau lourde à l'Argentine (1983). Toutes trois mettent en cause le Conseil fédéral; l'hypothèse développée ici est que le principe de collégialité permet d'émousser le tranchant du scandale en diluant les responsabilités personnelles sous la figure collective de l'exécutif, mais peut aussi, dès lors que le prix politique du maintien de ce principe paraît trop élevé, être abandonné au profit de la désignation d'un «coupable» (Chaudet dans l'affaire des Mirages). Vojin Saša Vukadinović s'est intéressé, pour sa part, au scandale provoqué par la publication, en 1958, de *Frauen im Laufgitter* (littéralement «femmes en cages») de la journaliste, juriste, écrivaine et féministe Iris von Roten-Meyer (1917–1990). Selon l'auteur, ce serait du décalage entre le discours «intempestif» (intempestif au sens des «Considérations inactuelles» – *Unzeitgemässe Betrachtungen* de Friedrich Nietzsche) de von Roten et son époque que surgit le scandale provoqué par cette œuvre. Matthieu Gillabert s'est penché, lui, sur les polémiques dont le Pavillon suisse de la Cité Internationale Universitaire de Paris a été l'objet durant les années 1960; il montre, comment, en fonction du *référentiel* politique dominant au début puis à la fin des années 1960 (anticommuniste en début de période puis antiautoritaire et gauchiste en fin de période), les mobilisations opérées par les résidents du Pavillon suisse reflètent l'évolution des formes de l'engagement intellectuel dans l'espace politico-médiatique d'alors.

On ne voudrait pas conclure cette brève présentation du présent numéro sans attirer l'attention des lecteurs et lectrices de *traverse* sur les comptes rendus thématiques réunis ici, qui traitent à la fois d'ouvrages récents, dont la thèse de Dorothee Liehr,[16] mais aussi de publications théoriques plus anciennes qui, pour certaines, font référence dans le domaine des *scandal studies*.

Notes

1 Eric de Dampierre, «Thèmes pour l'étude du scandale», *Annales. Economie. Sociétés. Civilisations* 3 (1954), 328–336.
2 Ibid., 328.
3 Ibid., 335.
4 Johannes Gross, «Phänomenologie des Skandals», *Merkur* 14 (1965), 398, cité par Hans-Edwin Friedrich, «Literaturskandale. Ein Problemaufriss», in Hans-Edwin Friedrich (éd.) *Literaturskandale,* Francfort-sur-le-Main 2009, 8: «[...] es ist erstaunlich, dass der Skandal an sich, sein Begriff und sein typischer Ablauf kein Interesse und keine Darstellung gefunden haben.» Voir également Sighard Neckel, «Das Stellhölzchen der Macht. Zur Soziologie des politischen Skandals», *Leviathan* 4 (1986), 584.
5 Andrei S. Markovits, Mark Silverstein, «Introduction», in Andrei S. Markovits, Mark Silverstein (éd.), *The Politics of Scandal. Power and Process in Liberal Democracies,* New York 1988, 1–15.
6 Friedrich (voir note 4), 8: «Die Diskrepanz zwischen Skandalhäufigkeit und wissenschaftlicher Zurückhaltung war lange ein Topos der Forschung, ist angesichts der mittlerweile vorliegenden Literatur aber nicht mehr angebracht.»
7 Pour ne mentionner que quelques travaux de référence: John B. Thompson, *Political Scandal. Power and Visibility in the Media Age,* Cambridge 2000; *A l'épreuve du scandale = Politix. Revue des sciences sociales du politique* 3 (2005); Luc Boltanski et al. (éd.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet,* Paris 2007; Ari Adut, *On Scandal. Moral Disturbances in Society, Politics, and Art,* Cambridge 2008; Hervé Rayner, *Les scandales politiques. L'opération «Mains propres» en Italie,* Paris 2005; Kirstin Bulkow, Christer Petersen (éd.), *Skandale. Strukturen und Strategien öffentlicher Aufmerksamkeitserzeugung,* Wiesbaden 2011; Alison Dagnes (éd.), *Scandal! An Interdisciplinary Approach to the Consequences, Outcomes, and Significance of Political Scandals,* New York 2014; Andreas Gelz, Dietmar Hüser, Sabine Russ-Sattar (Hg.), *Skandale zwischen Moderne und Postmoderne. Interdisziplinäre Perspektiven auf Formen gesellschaftlicher Transgression,* Berlin 2014.
8 Hervé Rayner, *Dynamique du scandale,* Paris 2007, 9.
9 Alain Garrigou, «Le boss, la machine et le scandale. La chute de la maison Médecin», *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 17 (1992), 17.
10 Jung Joseph, *Von der Schweizerischen Kreditanstalt zur Credit Suisse Group. Eine Bankengeschichte,* Zurich 2000, 245–277.
11 Max Mabillard, Roger de Weck, *Scandale au Crédit Suisse,* Genève 1977.
12 Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire,* Paris 1996, 137.
13 Boltanski et al. (voir note 7).
14 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations plurisectorielles,* Paris 2009.
15 Dont le scandale dit de mœurs – pour autant que ces typologies soient pertinentes au-delà de l'usage intéressé qu'en font les acteurs eux-mêmes. Voir à cet égard: Christian Dütschler et al. (éd.), *Die Schweiz und ihre Skandale,* Zurich 1995.
16 Dorothee Liehr, *Skandal und Nation. Politische Deutungskämpfe in der Schweiz, 1988–1991,* Marbourg 2014.

Editorial

Figuren und Akteure des Skandals in der Schweiz, 16.–20. Jahrhundert

1954 erschien in den *Annales* unter dem Titel «Thèmes pour l'étude du scandale» ein kurzer, wegweisender Artikel.[1] Der Autor, Eric de Dampierre (1928–1988), ein junger Ethnologe und Soziologe, der in Frankreich Max Weber herausgab, rief seine Kollegen mit Verweis auf Lord Byron's *Don Juan* («Dead scandals form good subjects for dissection») auf, sich bewusst zu machen, dass der «Skandal ein gesellschaftliches Phänomen und [daher] wert ist, untersucht zu werden».[2]

Diesem Appell schlossen sich eine Reihe von theoretischen Überlegungen über Ursachen, Formen und Folgen von Skandalen an. Als Ursachen oder vielmehr Bedingungen für das Entstehens eines Skandals mussten gemäss Dampierre drei Aspekte vereint sein: Zuerst braucht es ein Ereignis, das, ob bestätigt oder eingebildet, als skandalös gilt. Tatsächlich können der Denunzierung auch eine Fehlinformation oder eine falsch beurteilte Verantwortlichkeit zugrunde liegen. Weiter muss dieses Ereignis gewisse moralische Werte im engeren Sinn oder gesellschaftliche Werte im weiteren Sinn verletzen. Und schliesslich muss das für wahr genommene und gegen gewisse Werte verstossende Ereignis ein Publikum finden. Während sich der Klatsch auf zwischenmenschliche Beziehungen beschränkt, breitet sich der Skandal über gewisse Personen – beispielsweise *Whistleblower* – und/oder die mediale Resonanz über ein wesentlich breiteres Spektrum aus. Was die Formen betrifft, die der Skandal annehmen kann, hingen diese gleichzeitig von den infrage gestellten (religiösen, ethischen, politischen) Werten, den Mitteln, durch die das als skandalös eingestufte Ereignis sein Publikum findet (Oberfläche der gesellschaftlichen Beziehungen, Kommunikationstechnologien) und Eigenheiten der betroffenen Gesellschaften (Gewicht der Tradition, Art der Gesellschaft, politische Ordnung) ab. Was die Auswirkungen des Skandals betrifft, zählt Dampierre ebenfalls drei auf. Als *Test* stelle der Skandal die Werte, die er angeblich untergräbt, auf die Probe. Diese gingen daher entweder angeschlagen oder zerstört aus dieser Probe hervor – die *auflösende* Wirkung des Skandals – oder sie werden im Gegenteil bestätigt oder bekräftigt: in diesem Fall agiere der Skandal als gesellschaftliche ordnungs*bewahrende*

Kraft und letztlich als ein Beweis dafür, dass die in der jeweiligen Gemeinschaft oder Gesellschaft herrschenden Werte weiter Bestand haben. Zu diesen beiden Arten von Auswirkungen gesellt sich laut Dampierre eine dritte: durch das hervorgerufene gesellschaftliche *Unbehagen* habe der Skandal die Fähigkeit, sich sein Publikum zu schaffen, das schematisch in zwei Lager aufgeteilt werden kann: «jene, die versuchen, das gute Gewissen und die verlorene Begeisterung wiederherzustellen, und jene, die versuchen, dieses gute Gewissen zu zerstören, um ein neues zu schaffen. Erstere ‹ersticken› den Skandal, Letztere ‹schlachten ihn aus›. Der Skandal ist oft ein Vorgeschmack auf die Revolution.»[3]

Dampierres Ausführungen weisen auf einige klassische und weniger klassische Themen hin, die jüngere Arbeiten zum Skandal in der Folge aufgegriffen haben: das Problem der Werte und Normen; das der (ernsthaften, gespielten oder instrumentalisierten) Empörung, die durch eine (tatsächliche oder vermeintliche) Übertretung dieser Werte angeblich provoziert wurde; die Frage nach den Möglichkeiten, je nach herrschender gesellschaftlicher und politischer Ordnung als skandalös beurteilte Begebenheiten zu veröffentlichen; jene der technischen Bedingungen ihrer Mediatisierung; die Frage, wie diese Ereignisse mobilisierend wirken oder auch nicht; die von den beteiligten Personen, abhängig von ihrem Erwartungshorizont und ihrer Wahrnehmung des Möglichen sowie der Entwicklung der Situation in diesem Rahmen gewählten Schachzüge.

Kurzum, ein wirkliches Arbeitsprogramm, von dem man nicht weiss, wie es von den Leserinnen und Lesern der *Annales* damals aufgenommen wurde, das aber in der französischen Forschung der 1950er- bis 1980er-Jahre kaum aufgegriffen wurde. Jenseits des Rheins sah die Lage nicht anders aus, schenkt man Johannes Gross Glauben, der 1965 schrieb: «[...] es ist erstaunlich, dass der Skandal an sich, sein Begriff und sein typischer Ablauf kein Interesse und keine Darstellung gefunden haben.»[4] Dieselbe Beobachtung machen Ende der 1980er-Jahre Andrei S. Markovits und Mark Silverstein, die in der Einleitung eines dem Skandal in liberalen Demokratien gewidmeten Werks beklagen, dass die Untersuchung dieses Themas in den angelsächsischen Ländern ebenso wie in den deutsch- und französischsprachigen Ländern noch in den Kinderschuhen stecke.[5]

20 Jahre später ist ein beachtlicher Aufschwung der Skandalforschung zu konstatieren. So stellt beispielsweise 2009 Hans-Edwin Friedrich fest: «Die Diskrepanz zwischen Skandalhäufigkeit und wissenschaftlicher Zurückhaltung war lange ein Topos der Forschung, ist angesichts der mittlerweile vorliegenden Literatur aber nicht mehr angebracht.»[6] Seit einigen Jahren werden dieser lange vernachlässigten Thematik sowohl in Frankreich als auch in Deutschland, Italien und den englischsprachigen Ländern tatsächlich in zunehmendem Mass Forschungsarbeiten gewidmet.[7] Dennoch müsste diese Feststellung nuanciert werden: Wie Hervé Rayner zeigt, «gibt es unzählige Arbeiten, in denen Skandale

erwähnt werden, doch wird der Skandal in seiner üblichen Akzeptanz, nämlich als Reaktion auf eine angeblich skandalöse Tatsache oder die skandalöse Tatsache, verstanden».[8]

Diese Aussage gilt ebenso für die Arbeiten zur Schweiz – einem Land, dessen Geschichte keineswegs arm an «Skandalen» und anderen «Affären» ist. Eine kurze Stichprobe zur mehr oder weniger fundierten Verwendung dieser zwei Begriffe im *Historischen Lexikon der Schweiz* liefert nahezu 1000 Fundstellen, während man in der *Bibliographie der Schweizergeschichte* rund ein Dutzend seit 1975 erschienener Werke und Artikel findet, deren deklariertes Ziel die Untersuchung eines Skandals ist. Das Wort *affaire* scheint sogar in rund 100 Titeln auf, doch die Mehrdeutigkeit des Begriffs (der unterschiedslos zur Bezeichnung eines diplomatischen Konflikts, eines Rechtsstreits und einer öffentlichen Kontroverse verwendet wird) erklärt zweifellos diese unverhältnismässige und täuschende Fülle. Wir haben darauf verzichtet, die Titel zu zählen, in denen das deutsche Wort «Fall» vorkommt, dessen Doppeldeutigkeit noch viel grösser ist, da es als Synonym für «Sturz», «Rechts- oder Sozialfall» und «Affäre» dienen kann. Diese semantische Unbestimmtheit, die sich nur durch den Kontext erschliesst, ist ausgesprochen interessant, wenn man weiss, dass die Benennung von Ereignissen und die von den Akteuren verwendeten lexikalischen Strategien einen zentralen Aspekt der Problematik darstellen, da der Skandal immer *auch* «ein politischer Kampf um die Definition einer Situation»[9] ist. Es ist mühelos nachvollziehbar, dass die Rede vom «Fall Chiasso»[10] – eine von der Leitung und dem Haushistoriker der Crédit Suisse bevorzugte Formulierung zur Beschreibung der ärgerlichen und kostspieligen Ereignisse in dieser Bank Ende der 1970er-Jahre – nicht genau dieselben Implikationen hat, als wenn man vom «Skandal der Crédit Suisse»[11] spricht, wie der Titel einer Untersuchung derselben Ereignisse lautet, die zwei zeitgenössische investigative Journalisten durchgeführt haben.

Wie es Antoine Prost ausdrückt hat, «entlehnt die Geschichte unaufhörlich Konzepte aus Nachbarfächern: Sie verbringt ihre Zeit damit, Eier auszubrüten, die sie nicht gelegt hat».[12] Gerade in Bezug auf die Skandalforschung, wird sehr deutlich, wie viel HistorikerInnen der Ethnologie, der Soziologie, der Politikwissenschaft und den Wirtschaftswissenschaften entlehnt haben, die bislang die wesentlichen konzeptuellen Werkzeuge geliefert haben. Was die in der Schweiz erschienenen historischen Studien betrifft, hegen deren VerfasserInnen wie die meisten der im Ausland verfügbaren Untersuchungen, von wenigen Ausnahmen abgesehen, keine besonderen theoretischen Ansprüche, weder zur Erarbeitung einer allgemeinen Theorie des Skandals noch zur Verwendung eines bestimmten methodischen Analyseinstrumentariums oder auch nur zur Überprüfung gewisser Konzepte. Tatsache ist, dass die Thematik des

Skandals gerne als Vehikel einer rein narrativen, wenig problematisierenden Ereignisgeschichte dient.

Diese Ausgabe von *traverse* beruht einerseits auf einer Reihe von Lehrveranstaltungen über Geschichte und Theorien des Skandals, die 2011 am Departement für Geschichte der Universität Lausanne durchgeführt wurden, und andererseits auf den Ergebnissen eines ebenda durchgeführten internationalen Symposiums im September 2014. Das Symposium mit dem Titel *Figures et acteurs du scandale en Suisse, 18e–20e siècles* verfolgte das Ziel, über die Untersuchung von Einzelfällen, die den historiografischen Horizont der meisten verfügbaren Monografien auf diesem Gebiet ausmacht, hinauszugehen. Insbesondere ging es darum, einige theoretische Grundzüge zu setzen und – entgegen einer gewissen Theorie von Verschwörung und schlichter Instrumentalisierung – Skandale und Affären als offene dynamische Prozesse zu behandeln, deren Ausgang hochgradig ungewiss ist. In diesem Sinn sollten gewisse grundlegende Topoi hinterfragt werden: die Bedingungen des Aufkommens eines Skandals oder einer Affäre; die diachrone Entwicklung der Inhalte, aber auch der Ausdrucksformen der Entrüstung; die Rolle der Affären und Skandale auslösenden Akteure; die Bedingungen der Beendigung oder Erstickung von Skandalen und Affären; sowie die sektorübergreifenden Mobilisierungsformen, die sie hervorbringen.

Die Auseinandersetzung mit der Skandal-Thematik in einem schweizerischen Kontext erwies sich als ausgesprochen ergiebig, zumal dieser unter jenem Gesichtspunkt bisher wenig untersucht worden ist. Tatsächlich trägt der Skandal dazu bei, Wahrnehmungsunterschiede eines Phänomens auf lokaler, kantonaler und Bundesebene herauszustellen. Auf diese Weise können die nötigen Voraussetzungen für den Ausbruch von Affären auf nationaler Ebene sowie ihr Überdauern im kollektiven Gedächtnis hinterfragt werden, wo sie für ein bestimmtes Publikum letztlich eine Art Referenz darstellen können: man kann sich auf die «Obersten-Affäre» (1916) oder den «Fichenskandal» (1990) beziehen, der selbst ein Ergebnis der «Affäre Kopp» ist und den «P26-Skandal» auslöste. Auf zeitgeschichtlicher Ebene kommen einige Besonderheiten des politischen Systems der Schweiz zum Tragen, die es sich zu analysieren lohnt. So etwa die dem Föderalismus geschuldete relative Abgeschlossenheit des politischen Raums, die vermutlich das Auftreten von Skandalen von schweizweiter Dimension gebremst hat. Des Weiteren die durch die Praxis der halbdirekten Demokratie (Recht auf fakultatives Referendum 1874; Initiativrecht 1891) erfolgte Institutionalisierung der Formen von Mobilisierung sowie die Integration der politischen Opposition in die höchste Exekutive seit dem Ende des 19. Jahrhunderts. Diese Beispiele stellen lauter schweizerische Vorrichtungen dar, jene Effekte des Skandals zu unterminieren, welche die gesellschaftliche Ordnung stören.

Den Autorinnen und Autoren dieser Ausgabe wurden zehn von den Arbeiten Luc Boltanskis[13] inspirierte Fragen gestellt: 1) Wer sind die Akteure des Skandals oder der Affäre, wer steht an deren Ursprung und welche Mobilisierungsformen bringen sie hervor? Wer sind die Vermittler? 2) Aus welchen Gründen breitet sich ein Skandal oder eine Affäre zu einem bestimmten Zeitpunkt aus und warum brechen manche Skandale und Affären folglich nicht aus? 3) Wie endet eine Affäre oder ein Skandal (Erstickung, Verhandlung, Verurteilung, Benennung eines Sündenbocks, Demobilisierung et cetera)? 4) Welche Wirkungen erzielt der Skandal in gesellschaftlicher, politischer, rechtlicher und kultureller Hinsicht? 5) Warum überdauern manche Affären in der kollektiven Erinnerung, sodass sie sogar als idealtypische Referenz dienen, während andere relativ schnell vergessen gehen? 6) Wie kann die Frage der Dimension (privat/öffentlich; lokal, national, international) und die Geschlechterfrage in die Untersuchung des Skandals integriert werden? 7) Inwiefern wird die Dynamik des Skandals von der Struktur und der politischen Ordnung eines Landes oder einer Gesellschaft beeinflusst? 8) Welche neuen Perspektiven eröffnet die Untersuchung des Skandals in der Geschichtsschreibung, insbesondere der schweizerischen? 9) Wie entwickeln sich in der Diachronie die Formen des Skandals und folglich die Motive der öffentlichen Empörung? 10) Welche internationale Bedeutung haben manche Schweizer Skandale im Ausland erlangt und umgekehrt, auf welches Echo sind gewisse Skandale, die sich im Ausland ereigneten, in der Schweiz gestossen und wie wurden sie behandelt? Die Beiträge, die in der vorliegenden Ausgabe von *traverse* zu lesen sind, nehmen die Fragen in unterschiedlichem Ausmass auf.

Den Einstieg macht Hervé Rayner, einer der anerkanntesten zeitgenössischen Experten für Skandale, der eine anregende theoretische Reflexion vorlegt. Aus seiner Perspektive muss der Skandal als ein dynamischer und zufälliger Prozess gesehen und behandelt werden; er schliesst eine Vielzahl von Akteuren ein und nährt sich weniger aus der Empörung, die erwartungsgemäss von einer Normverletzung ausgelöst wird, als von Mobilisierungen, auf die sich die öffentliche Denunzierung dieser Verletzung stützen kann oder auch nicht. Rayner, der in der Tradition der Soziologie politischer Krisen von Michel Dobry[14] steht, schlägt eine Reihe nützlicher und operativer Konzepte für die Untersuchung des Skandals vor (darunter jenes von *sektorübergreifender Mobilisierung und dem Schwanken der Wahrnehmungen des Möglichen*) und bietet hier als effiziente, überzeugende offene Form *(forma aperta)* ein allgemeines Analyse- und Interpretationsmodell des Skandals an.

Die weiteren Beiträge sind Fallstudien. Fast allen gemein ist, dass sie sich für das Phänomen des Skandals als kontext- oder zeitspezifische Problematik interessieren; sie verdeutlichen – manchmal ohne sich dabei explizit auf verschiedene Skandaltheorien zu beziehen – das Potenzial einer historischen Analyse

von Skandalen für einen eigenen Zugang zur Schweizer Geschichte, von der zu Unrecht angenommen wird, sie sei für Skandale wenig anfällig.[15]

Die ersten beiden Untersuchungen dieses Hefts, von Jehanne-Gabrielle Béguin und Daniel Schläppi, behandeln die politische Verwendung des Skandals in der Schweiz des 16. und des 18. Jahrhunderts. Im ersten Fall werden, vermittelt über die Absetzung eines Pastors, des Cousins des berühmten Reformators Guillaume Farel (1489–1565), die Kräfteverhältnisse und die Legitimität der Reform in der Grafschaft Neuenburg sichtbar gemacht. Von Gerüchten umwittert und schon bald wegen Schmähung angeklagt, wird der Pastor von Verrières zum Ziel einer von den geistlichen Würdenträgern veranlassten Untersuchung, die, um ein Exempel zu statuieren, in die Verbannung des Betroffenen mündet. Daniel Schläppi zeigt, wie der Rückgriff auf einen Skandal und die öffentliche Denunzierung von als skandalös empfundenen Praktiken als ein politisches Instrument fungieren können, das den herrschenden Gesellschaftsschichten erlaubt, sowohl die Machtstrukturen als auch die Führungspersönlichkeiten infrage zu stellen. Diesen wird regelmässig vorgeworfen, nur auf private Bereicherung aus zu sein und das Gemeinwohl zugunsten von Regierungsformen zu beeinträchtigen, die willkürliche, wenig transparente Praktiken privilegieren.

Die vier anderen hier versammelten Studien gehen auf jüngere Vorfälle ein. Im Text von Norman Domeier geht es darum, wie die Schweizer Medien die berühmte Affäre Eulenburg (1906–1909) aufgenommen haben. Der Autor entwickelt die These, dass die Behandlung dieser Affäre durch die Schweizer Presse und ihre medienwirksame Inszenierung nicht nur den Absatz ankurbelte, sondern auch eine willkommene Gelegenheit zu einer regelrechten Kritik des monarchischen Regimes bot, das eine Erosion der Sitten fördere. Artikuliert wurde diese Kritik anhand einer harten Verurteilung der Homosexualität, die als «nicht schweizerisch» und den Grundsätzen einer demokratischen Gesellschaft fremd dargestellt wurde. Der Beitrag von Manuel Klaus geht auf drei für die Zeit des Kalten Kriegs beispielhafte Affären ein: die Mirage-Affäre (1961), die Aufnahmepolitik gegenüber chilenischen Flüchtlingen nach dem Staatsstreich von Augusto Pinochet (September 1973) und die Lieferung einer Schwerwasseranlage an Argentinien (1983). Alle drei stellen den Bundesrat infrage; die hier entwickelte Hypothese ist, dass das Kollegialitätsprinzip die Schärfe des Skandals abschwächen kann, indem es die persönlichen Verantwortlichkeiten unter der kollektiven Figur der Exekutive verwischt, aber auch, wenn der politische Preis der Aufrechterhaltung dieses Prinzips zu hoch erscheint, zugunsten der Benennung eines «Schuldigen» (Chaudet im Fall der Mirage-Affäre) aufgegeben werden kann. Vojin Saša Vukadinović interessiert sich seinerseits für den 1958 durch die Veröffentlichung von «Frauen im Laufgitter» der Journalistin, Juristin, Schriftstellerin und Feministin Iris von Roten-Meyer (1917–1990) ausgelösten

Skandal. Gemäss dem Autor besteht ein Missverhältnis zwischen dem «unbequemen» Diskurs von Rotens und ihrer Zeit (unbequem im Sinn von Nietzsches «Unzeitgemässen Betrachtungen»), den der durch das Werk ausgelöste Skandal sichtbar macht. Matthieu Gillabert analysiert die Polemiken, die den Schweizer Pavillon in der Cité Universitaire de Paris während der 1960er-Jahre begleiteten. Er zeigt, wie abhängig vom vorherrschenden politischen Bezugsrahmen Anfang und Ende der 1960er-Jahre (antikommunistisch zu Beginn, antiautoritär und linksextrem am Ende dieser Phase) die von den Bewohnern des Pavillon Suisse ausgehenden Mobilisierungen die Entwicklung der Formen des intellektuellen Engagements im damaligen politisch-medialen Raum widerspiegeln.
Zum Schluss dieser kurzen Präsentation der vorliegenden Nummer von *traverse* sei auf die hier versammelten themenbezogenen Rezensionen hingewiesen, die sowohl jüngere Publikationen wie die Dissertation von Dorothee Liehr[16] als auch ältere theoretische Texte umfassen, die im Bereich der *scandal studies* als Referenzwerke gelten.

Malik Mazbouri, Tina Asmussen, Stefan Nellen, François Vallotton

Anmerkungen

1 Eric de Dampierre, «Thèmes pour l'étude du scandale», *Annales. Economie. Sociétés. Civilisations* 3 (1954), 328–336.
2 Ebd., 328.
3 Ebd., 335.
4 In *Merkur* 14 (1965), 398, zitiert nach Hans-Edwin Friedrich, «Literaturskandale. Ein Problemaufriss», in Hans-Edwin Friedrich (Hg.) *Literaturskandale,* Frankfurt a. M. 2009, 8. Siehe auch Sighard Neckel, «Das Stellhölzchen der Macht. Zur Soziologie des politischen Skandals», *Leviathan* 4 (1986), 584.
5 Andrei S. Markovits, Mark Silverstein, «Introduction», in Andrei S. Markovits, Mark Silverstein (Hg.), *The Politics of Scandal. Power and Process in Liberal Democracies,* New York 1988, 1–15.
6 Friedrich (wie Anm. 4), 8.
7 Um nur einige Referenzwerke zu erwähnen: John B. Thompson, *Political Scandal. Power and Visibility in the Media Age,* Cambridge 2000; *A l'épreuve du scandale = Politix. Revue des sciences sociales du politique* 3 (2005); Luc Boltanski et al. (Hg.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet,* Paris 2007; Ari Adut, *On Scandal. Moral Disturbances in Society, Politics, and Art,* Cambridge 2008; Hervé Rayner, *Les scandales politiques. L'opération «Mains propres» en Italie,* Paris 2005; Kirstin Bulkow, Christer Petersen (Hg.), *Skandale. Strukturen und Strategien öffentlicher Aufmerksamkeitserzeugung,* Wiesbaden 2011; Alison Dagnes (Hg.), *Scandal! An Interdisciplinary Approach to the Consequences, Outcomes, and Significance of Political Scandals,* New York 2014; Andreas, Gelz, Dietmar, Hüser, Sabine Russ-Sattar (Hg.), *Skandale zwischen Moderne und Postmoderne. Interdisziplinäre Perspektiven auf Formen gesellschaftlicher Transgression,* Berlin 2014.
8 Hervé Rayner, *Dynamique du scandale,* Paris 2007, 9.
9 Alain Garrigou, «Le boss, la machine et le scandale. La chute de la maison Médecin», *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 17 (1992), 17.

10 Jung Joseph, *Von der Schweizerischen Kreditanstalt zur Credit Suisse Group. Eine Bankengeschichte,* Zürich 2000, 245–277.
11 Max Mabillard, Roger de Weck, *Scandale au Crédit Suisse,* Genf 1977.
12 Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire,* Paris 1996, 137.
13 Boltanski et al. (wie Anm. 7).
14 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations plurisectorielles,* Paris 2009.
15 Darunter ein sogenannter Sittenskandal – sofern diese Typologien über die Verwendung durch die Akteure selbst hinaus stichhaltig sind. Vgl. dazu Christian Dütschler et al. (Hg.), *Die Schweiz und ihre Skandale,* Zürich 1995.
16 Dorothee Liehr, *Skandal und Nation. Politische Deutungskämpfe in der Schweiz, 1988–1991,* Marburg 2014.

Klio Buchhandlung und Antiquariat
von der Krone, Heiniger Linow & Co.

Die Buchhandlung für Geschichte von HistorikerInnen

Grosses Geschichts-sortiment – Neuerscheinungen und Titel zu den Uni-Veranstaltungen

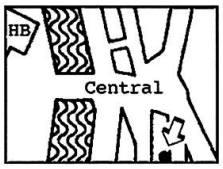
Eigene Neuheiten und Fachkataloge für Geschichte

Zudem An- und Verkauf antiquarischer Bücher

Geschichte
Philosophie
Soziologie
Politologie
Ethnologie
Dritte Welt
Germanistik
Belletristik

KLIO Buchhandlung
Zähringerstr. 45
Postfach 699
CH-8025 Zürich 1

KLIO Antiquariat
Zähringerstr. 41
Postfach 699
CH-8025 Zürich 1



Tel.044 251 42 12
Fax 044 251 86 12